

# PLAN DE RUPTURE

## COMPENDIUM DES RÉFORMES

*Toutes les mesures du Plan de Rupture, en une ligne chacune,  
synthèse des 7 dossiers, classée par catégorie thématique*

---

Document destiné aux candidats à toute prochaine élection présidentielle, à leurs équipes de campagne, aux parlementaires et à toute personne souhaitant disposer d'une vue d'ensemble synthétique des réformes proposées par le Plan de Rupture.

Chaque réforme y figure sur une ligne unique avec son chiffrage estimé en régime de croisière et la référence du dossier source pour approfondissement. Pour le détail méthodologique, le sourçage et les modalités d'application de chaque mesure, se reporter aux dossiers correspondants.

*David SALVAN, Coutansouze (Allier)  
Version actualisée*

## Synthèse globale

---

Le présent compendium recense l'ensemble des réformes proposées par le Plan de Rupture (7 dossiers, environ 2 500 pages), regroupées en 11 catégories thématiques. Chaque ligne correspond à une réforme distincte, avec son chiffrage en régime de croisière à 60 mois et la référence du dossier source. La cible globale consolidée, après déduplication des recoupements entre le dossier fondateur et les dossiers complémentaires, est de 310 à 360 milliards d'euros par an d'économies récurrentes à l'horizon mois 60 d'un mandat présidentiel.

### Architecture du Plan de Rupture

- Dossier 1, Fondateur (présent dossier v7 actualisé), 28 sections thématiques et 4 pièces jointes opérationnelles
- Dossier 2, Réforme des 1 494 agences satellites de l'État (architecture méthodologique en 4 catégories)
- Dossier 3, Catégorie A, 552 agences à garder et rationaliser (30,6 à 56,9 milliards d'euros par an)
- Dossier 4, Catégorie B, 35 grappes de fusion d'opérateurs (2,3 à 4,1 milliards d'euros par an)
- Dossier 5, Catégorie C, agences à réintégrer dans leurs ministères d'origine (5 à 12 milliards d'euros par an)
- Dossier 6, Catégorie D, suppressions définitives (23 opérateurs + 316 comités Théodule, 2,5 à 4,4 milliards d'euros par an)
- Dossier 7, Annexes opérationnelles (kit de démantèlement, calendrier 24 mois, répertoire juridique, réfutation des 12 objections)

### Les 11 catégories thématiques du présent compendium

01. Institutions et représentation politique
02. Structures administratives et fonction publique
03. Agences et opérateurs de l'État, les 4 catégories
04. Justice
05. Santé
06. Fiscalité et prélèvements obligatoires
07. Énergie, carburants, souveraineté énergétique
08. Agriculture, industrie, économie
09. Souveraineté numérique et intelligence artificielle
10. Équilibre budgétaire et constitutionnel
11. Aides sociales, transparence, anticorruption

## 01. Institutions et représentation politique

Réduction du nombre d'élus, transparence, encadrement des cabinets ministériels, suppression des assemblées consultatives. Économies estimées de l'ordre de 4 à 6 milliards d'euros par an.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
1.01	Réduction de l'Assemblée nationale de 577 à 125 députés, un député par département	1,8 milliard €/an	D1
1.02	Réduction du Sénat de 348 à 125 sénateurs	650 millions €/an	D1
1.03	Obligation de présence parlementaire avec sanctions financières automatiques en cas d'absentéisme	150 millions €/an	D1
1.04	Division par deux du crédit collaborateurs parlementaires (application immédiate post-investiture)	85 millions €/an	D1
1.05	Suppression complète des conseillers régionaux (1 758 élus)	350 millions €/an	D1
1.06	Réduction de 50 pour cent des conseillers départementaux	180 millions €/an	D1
1.07	Limitation stricte des cabinets ministériels à 10 membres maximum	120 millions €/an	D1
1.08	Interdiction stricte du cumul des mandats exécutifs locaux	200 millions €/an	D1
1.09	Plafonnement des indemnités cumulées à 150 pour cent de l'indemnité du mandat principal	80 millions €/an	D1
1.10	Réduction d'environ 30 pour cent du nombre de conseillers municipaux	250 millions €/an	D1
1.11	Suppression du Conseil économique, social et environnemental (CESE) national	36 millions €/an	D1
1.12	Suppression des 13 Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER)	75 millions €/an	D1
1.13	Transparence totale des rémunérations publiques sur plateforme transparence.maville.fr	Gain qualitatif majeur	D1
1.14	Plafonnement de toutes les rémunérations publiques à 6 fois le SMIC brut	320 millions €/an	D1
1.15	Suppression de la protection rapprochée à vie des anciens présidents de la République	5 millions €/an	D1
1.16	Réduction du budget de l'Élysée et transparence intégrale des dépenses	30 millions €/an	D1
1.17	Suppression des restaurants et buvettes parlementaires subventionnés	12 millions €/an	D1
1.18	Suppression des avantages en nature non justifiés par impératifs de sécurité	180 millions €/an	D1
1.19	Harmonisation et plafonnement des régimes indemnitaires de la haute fonction publique	450 millions €/an	D1

## 02. Structures administratives et fonction publique

Suppression de l'échelon régional, suppression des intercommunalités, nettoyage législatif, digitalisation. Économies estimées de l'ordre de 40 à 60 milliards d'euros par an, sans licenciement sec.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
2.01	Suppression complète de l'échelon administratif régional	12 à 18 milliards €/an	D1
2.02	Suppression des intercommunalités (EPCI), retour à la souveraineté communale	15 à 22 milliards €/an	D1
2.03	Transition sans licenciement sec, mobilité interne accompagnée des 128 000 agents concernés	Coût net après gains	D1, D7
2.04	Mission interministérielle de nettoyage législatif sur 5 ans	8 à 12 milliards €/an	D1
2.05	Règle « One In, Two Out » constitutionnalisée pour tout nouveau texte	Effet structurel	D1
2.06	Réduction du nombre de codes juridiques de 69 à 20 maximum	Gain qualitatif majeur	D1
2.07	Digitalisation complète de l'administration sur 5 ans	10 à 15 milliards €/an	D1
2.08	Guichet unique départemental pour l'ensemble des démarches administratives	Gain qualitatif majeur	D1
2.09	Non-remplacement de 30 à 50 pour cent des départs naturels à la retraite (modèle Skatteverket Suède)	Effet cumulé	D7
2.10	Mobilité interne accompagnée vers services prioritaires (justice, santé, sécurité, douanes)	Redéploiement	D7
2.11	Rupture conventionnelle revalorisée à 1 mois de salaire par année d'ancienneté	Investissement social	D7
2.12	Cessation progressive d'activité pour les seniors de 58 à 62 ans	Coût transitoire	D7
2.13	Formation continue diplômante de 400 000 agents sur 5 ans à l'intelligence artificielle	3,2 milliards € investis	D7

### 03. Agences et opérateurs de l'État, les 4 catégories

Sur les 1 494 entités satellites identifiées par le Sénat (rapport n° 807 du 3 juillet 2025, Barros-Lavarde), tri méthodique en 4 catégories. Économies cumulées documentées entre 40,4 et 77,4 milliards d'euros par an.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
3.01	Cat A, audit du train de vie sur les 552 entités préservées	12 à 18 milliards €/an	D3
3.02	Cat A, plafonnement des rémunérations dirigeantes des opérateurs préservés	1,8 milliard €/an	D3
3.03	Cat A, mutualisation interministérielle des fonctions support (achats, immobilier, informatique, paie)	8 à 14 milliards €/an	D3
3.04	Cat A, déploiement systématique de l'intelligence artificielle sur les 552 entités	8 à 16 milliards €/an	D3, D7
3.05	Cat B, fusion ASNR sur le modèle ASN-IRSN, opérationnelle au 1er janvier 2025	Précédent réussi	D4
3.06	Cat B, fusion des 35 grappes d'opérateurs aux missions complémentaires identifiées	2,3 à 4,1 milliards €/an	D4
3.07	Cat C, réintégration des entités à autonomie juridique injustifiée	5 à 12 milliards €/an	D5
3.08	Cat D, suppression définitive de l'ADEME, financement direct des aides	525 millions €/an	D1, D6
3.09	Cat D, suppression de l'Office français de la biodiversité (OFB), retour au régalien de proximité	560 millions €/an	D1, D6
3.10	Cat D, suppression de l'AFITF (Agence de financement des infrastructures de transport)	350 millions €/an	D6
3.11	Cat D, suppression des Agences régionales de santé (ARS), reprise par les ministères	650 millions €/an	D6
3.12	Cat D, suppression des DRAAF (Directions régionales agriculture)	230 millions €/an	D1, D6
3.13	Cat D, rationalisation DDT, DREAL, Agences de l'eau	1,2 milliard €/an	D1
3.14	Cat D, suppression des 316 comités Théodule (organismes consultatifs marginaux)	240 millions €/an	D6
3.15	Cat D, suppression du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de ses doublons	85 millions €/an	D6
3.16	Cat D, démantèlement progressif de France Télévisions et privatisation par actifs	2,6 milliards €/an	D1
3.17	Cat A, rationalisation forte de Radio France de -30 pour cent à -45 pour cent	200 à 300 millions €/an	D1, D3
3.18	Suppression totale des aides à la presse publique	320 millions €/an	D1
3.19	Décompte exhaustif publié au Journal officiel des 1 494 entités (transparence intégrale)	Gain structurel	D2

## 04. Justice

Modernisation des délais, intégration de l'intelligence artificielle dans les juridictions, déjudiciarisation des contentieux simples. Économies estimées de l'ordre de 2 à 4 milliards d'euros par an.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
4.01	Doublement des moyens budgétaires de la justice civile et pénale sur 5 ans	<b>Investissement</b>	D1
4.02	Déploiement de l'intelligence artificielle dans les 165 tribunaux judiciaires	<b>1,2 milliard €/an</b>	D1, D7
4.03	Pré-instruction automatisée des dossiers simples par IA (contentieux fiscal, urbanisme)	<b>800 millions €/an</b>	D1
4.04	Recherche de jurisprudence assistée par IA (Légifrance enrichi)	<b>150 millions €/an</b>	D1
4.05	Analyse de cohérence des décisions par IA (contrôle qualité par échantillonnage)	<b>Effet qualité</b>	D7
4.06	Déjudiciarisation des litiges fiscaux simples (modèle estonien et HMRC britannique)	<b>2 à 4 milliards €/an</b>	D7
4.07	Réduction documentée du délai moyen de jugement civil à 6 mois maximum	<b>Gain qualitatif</b>	D1
4.08	Création de 5 000 postes nets de magistrats et greffiers via redéploiement de l'administratif	<b>Redéploiement</b>	D1
4.09	Intervention humaine obligatoire pour toute décision défavorable au citoyen (art. 22 RGPD)	<b>Garantie absolue</b>	D7
4.10	Traçabilité totale des décisions assistées par IA (archivage 10 ans minimum)	<b>Garantie absolue</b>	D7

## 05. Santé

Réorganisation hospitalière, allègement administratif, dépassements d'honoraires, IA au service des soignants. Économies estimées de l'ordre de 8 à 15 milliards d'euros par an.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
5.01	Réduction massive des effectifs administratifs hospitaliers, augmentation des soignants	3,5 milliards €/an	D1
5.02	Rapport vocal de fin de service par IA (gain de temps des soignants, modèle suédois)	2,8 milliards €/an	D1
5.03	Reversement progressif des dépassements d'honoraires excessifs à l'Assurance Maladie	1,2 milliard €/an	D1
5.04	Déréférencement des plateformes de prise de rendez-vous à 3 mois pour spécialistes	Gain accessibilité	D1
5.05	Réintégration des ARS dans le ministère de la Santé, fin de la couche bureaucratique	650 millions €/an	D6
5.06	Maintien des Hébergeurs de Données de Santé (HDS) certifiés pour les données médicales	Garantie absolue	D7
5.07	Déploiement de l'IA pour la détection précoce des pathologies (cancers, AVC)	Gain qualitatif majeur	D1
5.08	Plafonnement strict des dépassements d'honoraires en secteur 2 à 50 pour cent du tarif Sécu	Justice sanitaire	D1

## 06. Fiscalité et prélèvements obligatoires

Plafonnement constitutionnel des prélèvements, allègements ciblés, lutte contre la fraude, réforme du Crédit Impôt Recherche. Cible : baisse de pression fiscale et hausse du rendement.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
6.01	Plafonnement constitutionnel de tous les prélèvements obligatoires à 50 pour cent maximum	<b>Plafond contraignant</b>	D1
6.02	Réduction des charges sociales patronales sur les bas salaires	<b>Coût relance</b>	D1
6.03	Relèvement de l'abattement successoral de 100 000 à 300 000 euros par enfant	<b>Coût ciblé</b>	D1
6.04	Exonération totale des plus-values immobilières après 10 ans (au lieu de 22 actuellement)	<b>Déblocage marché</b>	D1
6.05	Étalement de la taxe d'aménagement sur 15 ans indexé sur le chiffre d'affaires réel	<b>Soutien entrepreneuriat</b>	D1
6.06	Suppression totale du Crédit Impôt Recherche pour les grandes entreprises (>1 000 salariés)	<b>5,5 milliards €/an</b>	D1
6.07	Réforme profonde du CIR pour les PME et ETI (anti-effet d'aubaine documenté)	<b>2 milliards €/an</b>	D1
6.08	Réorientation des économies CIR vers la recherche publique (CNRS, INSERM)	<b>Réinvestissement</b>	D1
6.09	Lutte contre la fraude fiscale par IA (modèle HMRC britannique)	<b>20 à 50 milliards €/an</b>	D1, D7
6.10	Lutte contre la fraude sociale par IA (croisement de bases de données)	<b>10 à 20 milliards €/an</b>	D1, D7
6.11	Toilettage rigoureux des dépenses fiscales mal ciblées (niches fiscales)	<b>20 à 40 milliards €/an</b>	D7
6.12	Plafonnement des marges sur les marchés publics à 30 pour cent maximum	<b>3 à 5 milliards €/an</b>	D1
6.13	Suppression de la taxe d'aménagement sur la construction de logements neufs (relance)	<b>Coût relance</b>	D1

## 07. Énergie, carburants, souveraineté énergétique

Sortie de l'ARENH, relance du nucléaire de 4e génération, baisse des taxes carburants, renationalisation autoroutes. Souveraineté énergétique reconquise.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
7.01	Sortie programmée de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique)	3 à 5 milliards €/an pour EDF	D1
7.02	Renégociation européenne du mécanisme post-ARENH, défense des intérêts français	Effet structurel	D1
7.03	Abrogation de la loi Hulot de 2017 sur l'interdiction d'exploitation des hydrocarbures	Revenus exploitation	D1
7.04	Lancement d'un programme national d'exploration pétrolière et gazière (territoires français)	Recettes potentielles	D1
7.05	Relance du projet Astrid (réacteur nucléaire de 4e génération, refroidi au sodium)	Investissement stratégique	D1
7.06	Préparation française à l'exploitation de l'hélium-3 lunaire	Vision stratégique 2040	D1
7.07	Baisse immédiate de 20 centimes par litre sur les taxes carburants (TICPE + TVA)	Coût 6 milliards €/an	D1
7.08	Renationalisation progressive des autoroutes à l'échéance des concessions actuelles	2 à 4 milliards €/an	D1
7.09	Taxe sur les surprofits des sociétés concessionnaires d'autoroutes (effet immédiat, première mandature)	1,2 milliard €/an	D1
7.10	Régie nationale des autoroutes après échéance des concessions (modèle italien ANAS)	Bénéfice long terme	D1

## 08. Agriculture, industrie, économie

Autonomie alimentaire, simplification administrative des entrepreneurs, soutien à l'industrie. Mesures structurelles plutôt que chiffrées.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
8.01	Renforcement obligatoire et contraignant du label « fait maison » (sanctions pénales)	Justice consommateur	D1
8.02	Cantines publiques (scolaires, hospitalières, administratives) à 80 pour cent de produits français en 2030	Soutien filière	D1
8.03	Libéralisation de l'autonomie alimentaire citoyenne (jardin potager, vente directe)	Liberté citoyenne	D1
8.04	Plafonnement des marges sur les marchés publics à 30 pour cent maximum	3 à 5 milliards €/an	D1
8.05	Réduction de la taxe d'aménagement freinant la création d'activité	Relance	D1
8.06	Simplification radicale des démarches administratives entrepreneuriales	Gain qualitatif majeur	D1
8.07	Suppression des aides aux grandes entreprises sans contrepartie d'emploi (211 milliards € audités)	30 à 50 milliards €/an	D1
8.08	Conditionnalité stricte des aides industrielles (relocalisation, emploi, fiscalité française)	Effet structurel	D1
8.09	Engagement décennal de service en France pour les diplômés des grandes écoles publiques	Anti-fuite des cerveaux	D1
8.10	Récupération du manque à gagner sur les diplômés expatriés non engagés (modèle québécois)	Recettes nouvelles	D1

## 09. Souveraineté numérique et intelligence artificielle

Architecture souveraine en 5 étages, déploiement progressif sur 24 mois, contrôle parlementaire et CNIL. L'IA est le levier transversal le plus puissant du Plan, 46 à 80 milliards d'euros par an d'économies.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
9.01	Architecture IA souveraine en 5 étages (SecNumCloud + Albert API + modèles + applications + contrôle)	<b>Souveraineté absolue</b>	D7
9.02	Hébergement exclusif sur prestataires certifiés SecNumCloud par l'ANSSI	<b>Garantie absolue</b>	D7
9.03	Plateforme d'inférence Albert API multi-modèles (DINUM)	<b>Réversibilité</b>	D7
9.04	Clause contractuelle de réversibilité de 12 mois maximum entre éditeurs	<b>Garantie absolue</b>	D7
9.05	Formation des 2,4 millions d'agents publics français à l'usage de l'IA sur 5 ans	<b>3,2 milliards € investis</b>	D7
9.06	Déploiement IA à la DGFIP, transformation de l'administration fiscale	<b>15 à 25 milliards €/an</b>	D1, D7
9.07	Automatisation de 521 000 postes administratifs (départs naturels uniquement)	<b>30 à 46 milliards €/an</b>	D1
9.08	Mission interministérielle pour l'IA dans l'administration (MIIA) rattachée au Premier ministre	<b>Pilotage</b>	D7
9.09	Contrôle parlementaire trimestriel des déploiements IA (délégation paritaire 12 députés + 12 sénateurs)	<b>Démocratique</b>	D7
9.10	Audit annuel public de la Cour des comptes sur les usages de l'IA	<b>Transparence</b>	D7
9.11	Indicateurs trimestriels publiés au Journal officiel (taux hallucination, gain temps, économies)	<b>Pilotage par résultats</b>	D7
9.12	Intervention humaine obligatoire pour toute décision défavorable au citoyen	<b>Garantie absolue</b>	D7
9.13	Plateforme transparence.maville.fr (rémunérations, marchés publics, déclarations d'intérêts)	<b>Anticorruption</b>	D1
9.14	Contrôle préventif des marchés publics par IA (détection des anomalies)	<b>Anticorruption</b>	D1

## 10. Équilibre budgétaire et constitutionnel

Constitutionnalisation de l'équilibre budgétaire (modèle suisse et allemand), 8 révisions constitutionnelles, mécanismes de contrôle parlementaire renforcés. Objectif : équilibre budgétaire atteint mi-2028.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
10.01	Constitutionnalisation de l'équilibre budgétaire (modèle Schuldenbremse allemand 2009)	Cadre contraignant	D1
10.02	Frein à l'endettement référendaire (modèle suisse 2001)	Cadre contraignant	D1
10.03	Plafond constitutionnel de déficit structurel à 0,35 pour cent du PIB	Cadre contraignant	D1
10.04	Mécanisme automatique de sanction en cas de dérapage (gel de crédits)	Sanction automatique	D1
10.05	Révision constitutionnelle RC-01, réduction parlementaire à 125 députés et 125 sénateurs	Procédure art. 89	D1
10.06	Révision constitutionnelle RC-02, équilibre budgétaire constitutionnel	Procédure art. 89	D1
10.07	Révision constitutionnelle RC-03, intégration de l'intelligence artificielle dans la Constitution	Procédure art. 89	D1
10.08	Révision constitutionnelle RC-04, transparence intégrale des rémunérations publiques	Procédure art. 89	D1
10.09	Révision constitutionnelle RC-05, plafonnement des prélèvements à 50 pour cent	Procédure art. 89	D1
10.10	Révision constitutionnelle RC-06, plafonnement des cabinets ministériels à 10 membres	Procédure art. 89	D1
10.11	Révision constitutionnelle RC-07, suppression du CESE national	Procédure art. 89	D1
10.12	Révision constitutionnelle RC-08, suppression de l'échelon administratif régional	Procédure art. 89	D1
10.13	Bilan public solennel à mi-mandat devant le Congrès à Versailles (article 18 modifié)	Démocratique	D7
10.14	Mandat permanent à la Cour des comptes pour l'audit annuel public de la réforme	Démocratique	D7
10.15	Délégation parlementaire au suivi de la réforme (12 députés + 12 sénateurs)	Démocratique	D7
10.16	Scénarios de repli référendaire pour les révisions bloquées au Congrès	Démocratique	D1
10.17	Cellule réforme de l'État (8 à 12 agents) rattachée au Premier ministre	Pilotage	D7

## 11. Aides sociales, transparence, anticorruption

Conditionnalité des aides, lutte contre la fraude, encadrement du financement public des syndicats, plateforme transparence.maville.fr. Économies estimées de l'ordre de 15 à 30 milliards d'euros par an.

N°	Réforme	Économie annuelle	Dossier
11.01	Plafonnement strict des aides sociales en espèces (limite cumul)	5 à 8 milliards €/an	D1
11.02	Création de la Carte Citoyenne Universelle (aides en nature plutôt qu'en espèces)	Effet structurel	D1
11.03	Suivi en temps réel des bénéficiaires des aides sociales par IA	Effet structurel	D1
11.04	Conditionnalité des droits sociaux pour les ressortissants étrangers non européens	8 à 15 milliards €/an	D1
11.05	Lutte contre la fraude aux prestations sociales par IA (20 à 30 milliards € de fraude estimée)	10 à 20 milliards €/an	D1
11.06	Lutte contre la fraude fiscale par IA (20 à 80 milliards € de fraude estimée)	20 à 50 milliards €/an	D1, D7
11.07	Réforme du financement public des syndicats (1,9 milliard €/an actuellement)	1,2 milliard €/an	D1
11.08	Suppression du crédit d'impôt syndical pour les particuliers	144 millions €/an	D1
11.09	Réduction des décharges syndicales dans les 3 fonctions publiques (FPE, FPT, FPH)	800 millions €/an	D1
11.10	Plateforme transparence.maville.fr, publication intégrale des rémunérations publiques	Effet structurel	D1
11.11	Publication automatique des marchés publics au-delà de 25 000 euros	Effet structurel	D1
11.12	Publication des déclarations d'intérêts de tous les agents publics A et A+	Effet structurel	D1
11.13	Contrôle préventif par IA des marchés publics suspects (algorithme anti-corruption)	Effet structurel	D1
11.14	Sanctions pénales renforcées pour les conflits d'intérêts non déclarés	Effet structurel	D1
11.15	Indépendance budgétaire renforcée de la Haute Autorité pour la Transparence (HATVP)	Effet structurel	D1

## Synthèse, trajectoire d'économies sur 60 mois

La trajectoire des économies du Plan de Rupture est progressive sur 5 années, compatible avec un mandat présidentiel. Aucune réforme structurelle de cette ampleur ne produit ses effets pleins dès la première année, mais la cible globale de 310 à 360 milliards d'euros par an d'économies récurrentes est atteinte au plus tard à l'horizon 60 mois.

Période	Réalisations majeures	Économies annuelles cumulées
Mois 0 à 6	Loi-cadre, cellule réforme, protocole syndical, contrat IA	Phase d'investissement
Mois 6 à 12	Suppressions Cat D, lancement fusions Cat B, formation 50 000 agents IA	0,5 à 1,2 milliard €/an
Mois 12 à 18	Réintégrations Cat C, rationalisation Cat A, 1er audit Cour des comptes	4 à 8 milliards €/an
Mois 18 à 24	Consolidation, bilan public Congrès Versailles à mi-mandat	12 à 22 milliards €/an
Mois 24 à 36	Régime de croisière fusions, IA cercle 3 (fraudes complexes)	60 à 110 milliards €/an
Mois 36 à 48	Effet plein rationalisations Cat A et leviers transversaux	160 à 230 milliards €/an
Mois 48 à 60	Atteinte de la cible globale, fin de mandat	280 à 360 milliards €/an

### Sources principales mobilisées

- Sénat de la République, rapport n° 807 du 3 juillet 2025, commission Barros-Lavarde, 1 494 entités identifiées
- Insee, comptes nationaux des administrations publiques, 27 mars 2026, déficit 2025 de 152,5 milliards d'euros
- Cour des comptes, rapports annuels sur les finances publiques 2024 et 2025, projections trajectoire dette
- Drees, panorama des retraites 2025, pension nette moyenne 1 541 euros par mois, médiane 1 560 euros
- Légifrance, jurisprudence Conseil constitutionnel et Conseil d'État, présomption d'innocence respectée
- Jaunes budgétaires annexés au projet de loi de finances 2026 (opérateurs de l'État, AAI-API)
- Rapports parlementaires Mézard-Des Esgaulx 2015, Bazin-Assassi 2022, Alloncle 2026
- Inspections générales IGAS, IGF, IGEDD, audits indépendants

## Liens directs vers les sept dossiers

---

Les sept dossiers du Plan de Rupture sont en libre consultation publique. Aucune inscription, aucune contrepartie, aucune récupération exclusive. Bien commun citoyen offert à toutes les bonnes volontés.

### 1 Dossier fondateur actualisé

Document généraliste de 28 sections thématiques et 4 pièces jointes opérationnelles. Enrichi d'un module d'ouverture et d'un module de clôture.

<https://delta-sierra.com/articles/reforme-etat-dossier.html>

### 2 Réforme des 1 494 agences (architecture méthodologique)

La méthode de tri en quatre catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer).

<https://delta-sierra.com/articles/reforme-agences.html>

### 3 Catégorie A, 552 agences à garder et rationaliser

Audit du train de vie, plafonnement des rémunérations dirigeantes, mutualisation interministérielle, intelligence artificielle systématique. 30,6 à 56,9 milliards d'euros par an.

<https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-2-souverainete.html>

### 4 Catégorie B, 35 grappes de fusion

Modèles déjà réussis en France, Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection au 1er janvier 2025, Manufactures nationales au 27 décembre 2024, RMN-Grand Palais en 2011. 2,3 à 4,1 milliards d'euros par an.

<https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-3-fusion.html>

### 5 Catégorie C, agences à réintégrer dans leurs ministères

Missions légitimes, autonomie juridique injustifiée. 5 à 12 milliards d'euros par an.

<https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-4-reintegration.html>

### 6 Catégorie D, suppressions définitives

23 opérateurs majeurs (ADEME, OFB, AFITF, ARS, DRAAF) plus 316 comités Théodule. 2,5 à 4,4 milliards d'euros par an.

<https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-5-suppression.html>

### 7 Annexes opérationnelles (kit complet de mise en œuvre)

Kit de démantèlement opérationnel (déploiement de l'intelligence artificielle souveraine en sept étapes), calendrier de rupture sur 24 mois, répertoire juridique avec quatre modèles d'amendements parlementaires prêts à déposer, réfutation argumentée des douze objections attendues.

<https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-6-kit.html>

---

*Pour toute question, complément ou correction, l'auteur est joignable directement. Le Plan est conçu pour être vivant, enrichi par chaque contribution citoyenne. Aucune réponse n'est conditionnée à l'adhésion politique, à l'origine syndicale ou à l'appartenance institutionnelle du lecteur. Le débat est ouvert à toutes les bonnes volontés.*

---

***Il ne nous appartient plus d'être spectateurs du déclin.  
Il nous appartient de contribuer à redresser la barre démocratiquement,  
avant que les marchés ou la rue ne s'en chargent à notre place.***